

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.091/4
DU 23 SEPTEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 28 juillet 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 30 septembre 2009 ^(*), sur un avant-projet de loi "modifiant diverses lois d'assentiment ou d'approbation d'actes internationaux concernant l'Organisation maritime internationale ou adoptés sous les auspices de l'Organisation maritime internationale", a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 5 août 2009.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

1.1. Dans son avis 37.954-37.970-37.977-37.978/AG ⁽¹⁾, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a formulé, à propos de la problématique de l'assentiment anticipé aux traités et à leurs amendements, l'observation suivante :

"Tant la Cour de cassation ⁽²⁾ que la section de législation du Conseil d'État ⁽³⁾ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167,

⁽¹⁾ Donné le 15 février 2005 sur :
- un avant-projet devenu le décret du 9 juin 2006 "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004" (37.954/AG) (*Doc. parl.*, Vl. Parl., 2004-2005, n/ 358/1);
- un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004 (37.970/AG) (*Doc. parl.*, Ass. réunie CoCom., 2004-2005, n/ B-30/1);
- un avant-projet devenu l'ordonnance du 23 juin 2005 portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004 (37.977/AG) (*Doc. parl.*, Parl. RBC, 2004-2005, n/A-128/1);
- un avant-projet de loi "portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004" (37.978/AG) (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n/ 1091/1).

⁽²⁾ (*Note infrapaginale 35 de l'avis cité*) : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n/ 417; *J.T.*, 1982, 565, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n/ C.99.0518.N.

⁽³⁾ (*Note infrapaginale 36 de l'avis cité*) : Voir notamment C.E., section de législation, avis 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n/ 2-1235/1, p. 48); avis 35.792/2/V du 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc.*, C.R.W., 2003/2004, n/ 575/1, p. 10); avis 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n/ 957/1).

§§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant, les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements ⁽⁴⁾ et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements".

Une telle observation a notamment été répétée dans l'avis 44.436/4, donné le 26 mai 2008 sur un avant-projet devenu le décret (Région wallonne) du 15 juillet 2008 portant assentiment à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieur, faite à Strasbourg, le 9 septembre 1996 ⁽⁵⁾, décret dont l'article 2 dispose :

"Art. 2. § 1^{er}. Les amendements aux annexes et aux appendices I^{er}, II, III, IV et V de la Convention qui seront adoptés en application de l'article 19 de la Convention, sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

§ 2. Le Parlement wallon sera informé dans un délai utile des amendements aux annexes adoptés en application de l'article 19 de la Convention. Ces amendements seront publiés au Moniteur belge".

1.2. Compte tenu du caractère technique et de l'objet clairement délimité des différents actes internationaux approuvés par les lois visées aux articles 3 à 7 et 9 à 13 de l'avant-projet, les dispositions en projet visant à insérer, dans ces différentes lois d'assentiment, une disposition approuvant de manière anticipée les modifications apportées à ces différents actes internationaux paraît admissible, au regard des principes précités.

1.3. Il n'en va cependant pas de même des modifications apportées à la Convention relative à la création d'une Organisation maritime consultative intergouvernementale et ses annexes, signées à Genève le 6 mars 1948. Il s'agit en effet du traité constitutif de l'Organisation maritime internationale, texte d'une portée trop générale pour que les chambres législatives puissent être considérées comme connaissant les limites des futurs amendements qu'elles approuveraient anticipativement.

⁽⁴⁾ *(Note infrapaginale 37 de l'avis cité) : Voir notamment les avis cités à la note précédente.*

⁽⁵⁾ *Doc. parl., Parl. wall., 2007-2008, n/ 817/1.*

L'article 2 de l'avant-projet doit, par conséquent, être omis et remplacé le cas échéant par une disposition approuvant de manière expresse les différentes modifications déjà apportées à la Convention internationale précitée.

2. La procédure d'assentiment anticipé aux modifications apportées à des actes internationaux ne peut se justifier que pour de futures modifications. Pour ce qui concerne les modifications déjà apportées aux conventions et protocoles visés aux articles 3 à 7 et 9 à 13 de l'avant-projet, il convient - tant pour respecter les prérogatives constitutionnelles des chambres législatives que dans un but de sécurité juridique - de leur donner assentiment de manière expresse et individualisée, ce qui implique notamment d'en communiquer le texte aux chambres législatives.

L'avant-projet examiné sera complété en ce sens.

3. Aux articles 3 à 7 et 9 à 13 de l'avant-projet, avant les mots "et qui entrent en vigueur à l'égard de la Belgique en vertu du même article", doivent être insérés les mots "sans que la Belgique s'oppose à leur adoption", afin de tenir compte de la possibilité de s'opposer aux amendements proposés ou adoptés prévue par les différentes dispositions conventionnelles visées aux mêmes articles.

4. Afin de permettre aux chambres de notifier en temps utile au Gouvernement qu'elles n'approuvent pas une modification à l'un des actes internationaux visés aux articles 3 à 7 et 9 à 13 de l'avant-projet, il y a lieu de compléter chacune des

dispositions précitées en y prévoyant l'obligation, pour le Gouvernement, de communiquer aux chambres législatives, dans un délai déterminé, les modifications bénéficiant de la procédure d'assentiment anticipé qu'elles prévoient ⁽⁶⁾.

5.1. L'assentiment anticipé aux modifications apportées aux différents actes internationaux visés aux articles 3 à 7 et 9 à 13 de l'avant-projet, n'emporte pas dérogation à l'obligation, qui résulte de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, de publier au Moniteur belge ces amendements pour qu'ils produisent leurs effets en droit interne.

Seule l'entrée en vigueur préalable, ou à tout le moins simultanée, de l'avant-projet de loi "relatif à la publication de divers actes internationaux portant des prescriptions techniques en matière de navires et de navigation maritime", faisant l'objet de l'avis 47.092/4 donné ce jour, permettrait d'échapper à cette obligation de publier intégralement les modifications bénéficiant de la procédure d'assentiment anticipé prévue par les articles 3 à 6, 9 et 13 de l'avant-projet examiné.

⁽⁶⁾ En ce sens, voir notamment l'avis 40.321/4, donné le 22 mai 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 15 février 2007 relative à l'adhésion de la Belgique au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge, fait à Londres le 11 novembre 1988 (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n/ 1845/1), l'avis 40.322/4, donné le 22 mai 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 15 février 2007 relative à l'adhésion de la Belgique au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988 (*Doc. parl.*, Sénat, 2005-2006, n/ 1846/1), l'avis 40.882/2/V donné le 8 août 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 15 février 2007 portant assentiment au Protocole portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980, fait à Vilnius le 3 juin 1999 (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n/ 1866/1), l'avis 44.436/4 précité, l'avis 44.173/4, donné le 12 mars 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 16 février 2009 portant assentiment à la Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires, et aux Annexes, faites à Londres le 5 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2007-2008, n/ 847/1).

5.2. Il convient à cet égard de relever que les modifications aux conventions et protocoles visés aux articles 7 et 10 à 12 de l'avant-projet, ne bénéficient pas de la procédure dérogatoire de publication par simple mention au Moniteur belge prévue par l'avant-projet faisant l'objet de l'avis 47.092/4 précité ⁽⁷⁾. Sauf à compléter cet autre avant-projet, les modifications précitées devront donc être publiées intégralement.

⁽⁷⁾ Au sujet de l'article 2 de l'avant-projet, il est renvoyé à l'observation 1.3 ci-dessus.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.091/4
VAN 23 SEPTEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 28 juli 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 30 september 2009 (*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van verscheidene wetten houdende instemming met of goedkeuring van internationale akten inzake de Internationale Maritieme Organisatie of aangenomen onder de auspiciën van de Internationale Maritieme Organisatie", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 5 augustus 2009.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1.1. In haar advies 37.954-37.970-37.977-37.978/AV ⁽¹⁾ heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State met betrekking tot de problematiek van de voorafgaande instemming met verdragen en amendementen daarvan, het volgende opgemerkt :

⁽¹⁾ op 15 februari 2005 verstrekt over :

- een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 9 juni 2006 houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004 (37.954/AV) (*Parl. St.* VI.Parl. 2004-2005, nr. 358/1);
- een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 23 juni 2005 houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004 (37.970/AV) (*Parl. St. Ver.Verg.Gem.Gem.Comm* 2004-2005, nr. B-30/1);
- een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 23 juni 2005 houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004 (37.977/AV) (*Parl. St. Br.Parl.* 2004-2005, nr. A128/1);
- een voorontwerp van wet houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004 (37.978/AV) (*Parl. St., Senaat* 2004-2005, nr. 1091/1).

"Zowel het Hof van Cassatie ⁽²⁾ als de afdeling Wetgeving van de Raad van State ⁽³⁾ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4 van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen ⁽⁴⁾ en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen."

Zulk een opmerking is onder meer herhaald in advies 44.436/4, op 26 mei 2008 verstrekt over een voorontwerp dat het decreet (Waals Gewest) van 15 juli 2008 is geworden houdende instemming met het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, gedaan te Straatsburg, op 9 september 1996 ⁽⁵⁾, waarvan artikel 2 het volgende bepaalt :

"Art. 2. § 1. De amendementen van de bijlagen en de Aanhangsels, I, II, III, IV en V bij het Verdrag, die overeenkomstig artikel 19 van het Verdrag aangenomen zullen worden zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, zullen volkomen gevolg hebben.

§ 2. De amendementen van de bijlagen, die overeenkomstig artikel 19 van het Verdrag aangenomen worden, worden binnen een nuttige termijn ter kennis

⁽²⁾ (Voetnoot 35 van het genoemde advies) : Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-1981, 808; *J.T.*, 1982, 565, en noot J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

⁽³⁾ (Voetnoot 36 van het genoemde advies) : Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl. St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl. St.*, W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl. St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

⁽⁴⁾ (Voetnoot 37 van het genoemde advies) : Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

⁽⁵⁾ *Parl. St.* W.Parl. 2007-2008, nr. 817/1

gebracht van het Waals Parlement. Die amendementen worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt."

1.2. Gezien het technische karakter en het duidelijk afgebakende onderwerp van de verschillende internationale akten, die goedgekeurd zijn bij de wetten genoemd in de artikelen 3 tot 7 en 9 tot 13 van het voorontwerp, lijken de ontworpen bepalingen die ertoe strekken in die verschillende goedkeuringswetten een bepaling in te voegen waarmee van tevoren wordt ingestemd met de wijzigingen die in die verschillende internationale akten worden aangebracht, aanvaardbaar ten aanzien van de voornoemde beginselen.

1.3. Dat geldt evenwel niet voor de wijzigingen die aangebracht worden in het Verdrag nopens de oprichting van een Intergouvernementele Maritieme Consultatieve Organisatie en de bijlagen daarvan, ondertekend te Genève op 6 maart 1948. Het gaat immers om het verdrag waarbij de Internationale Maritieme Organisatie is opgericht, een regeling met een strekking die te algemeen is dan dat de wetgevende kamers geacht kunnen worden de grenzen te kennen van de toekomstige amendementen die ze van tevoren zouden goedkeuren.

Artikel 2 van het voorontwerp moet bijgevolg vervallen en in voorkomend geval vervangen worden door een bepaling waarbij de verschillende wijzigingen die reeds in het voornoemde internationale verdrag zijn aangebracht, uitdrukkelijk worden goedgekeurd.

2. De procedure van voorafgaande instemming met wijzigingen die in internationale akten worden aangebracht valt enkel te wettigen voor toekomstige wijzigingen. Met de wijzigingen die reeds in de verdragen en protocollen genoemd in de artikelen 3 tot 7 en 9 tot 13 van het voorontwerp zijn aangebracht, behoort - zowel om de grondwettelijke prerogatieven van de wetgevende kamers in acht te nemen als ter wille van de rechtszekerheid - uitdrukkelijk en afzonderlijk te worden ingestemd, wat onder meer inhoudt dat de tekst daarvan aan de wetgevende kamers moet worden bezorgd.

Het voorliggende voorontwerp moet in die zin aangevuld worden.

3. In de artikelen 3 tot 7 en 9 tot 13 van het voorontwerp moeten de woorden "zonder dat België zich verzet tegen de goedkeuring ervan" ingevoegd worden vóór de woorden "en die krachtens hetzelfde artikel ten aanzien van België in werking treden", zodat rekening wordt gehouden met de mogelijkheid van verzet tegen de voorgestelde of goedgekeurde amendementen, geboden in de verschillende verdragsbepalingen die in diezelfde artikelen worden genoemd.

4. Om de Kamers de mogelijkheid te bieden aan de regering te bekwamer tijd kenbaar te maken dat ze een bepaalde wijziging van één van de internationale akten genoemd in de artikelen 3 tot 7 en 9 tot 13 van het voorontwerp niet goedkeuren, moet elk van de voornoemde bepalingen aangevuld worden met de verplichting voor de regering om de wijzigingen die vallen onder de procedure van voorafgaande instemming waarin ze voorzien, binnen een bepaalde termijn aan de wetgevende kamers mee te delen ⁽⁶⁾.

5.1. De voorafgaande instemming met de wijzigingen die worden aangebracht in de verschillende internationale akten genoemd in de artikelen 3 tot 7 en 9 tot 13 van het voorontwerp, houdt geen afwijking in van de verplichting, zoals die blijkt uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden

⁽⁶⁾ Zie in die zin onder meer advies 40.321/4, op 22 mei 2006 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 februari 2007 betreffende de toetreding van België tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1966 betreffende de uitwatering van schepen, gedaan te Londen op 11 november 1988 (*Parl. St. Senaat* 2005-2006, nr. 1845/1), advies 40.322/4, op 22 mei 2006 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 februari 2007 betreffende de toetreding van België tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gedaan te Londen op 11 november 1988 (*Parl. St. Senaat* 2005-2006, nr. 1846/1), advies 40.882/2/V, op 8 augustus 2006 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 februari 2007 houdende instemming met het Protocol houdende wijziging van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF) van 9 mei 1980, gedaan te Vilnius op 3 juni 1999 (*Parl. St. Senaat* 2006-2007, nr. 1866/1), het voornoemde advies 44.436, advies 44.173/4, op 12 maart 2008 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 16 februari 2009 houdende instemming met het Internationaal Verdrag van 2001 betreffende de controle op schadelijke aangroeiwerende systemen op schepen, en met de Bijlagen, gedaan te Londen op 5 oktober 2001 (*Parl. St. Senaat* 2007-2008, nr. 847/1).

van wetten en verordeningen, om die wijzigingen in het Belgisch Staatsblad bekend te maken opdat ze uitwerking hebben in het interne recht.

Alleen een voorafgaande of op zijn minst gelijktijdige inwerkingtreding van het voorontwerp van wet "betreffende de bekendmaking van verscheidene internationale akten houdende technische voorschriften inzake schepen en de zeevaart", onderzocht in advies 47.092/4, dat heden is verstrekt, biedt de mogelijkheid de verplichting te ontlopen om de wijzigingen waarvoor de procedure van voorafgaande instemming geldt voorgeschreven in de artikelen 3 tot 6, 9 en 13 van het voorliggende voorontwerp, integraal bekend te maken.

5.2. In dat verband moet erop gewezen worden dat de afwijkende procedure van bekendmaking door loutere vermelding in het Belgisch Staatsblad, voorgeschreven in het voorontwerp onderzocht in het voornoemde advies 47.092/4, niet geldt voor de wijzigingen van de verdragen en protocollen genoemd in de artikelen 7 en 10 tot 12 van het voorontwerp ⁽⁷⁾. Tenzij dat andere voorontwerp aangevuld wordt, moeten de voornoemde wijzigingen dus integraal worden bekendgemaakt.

⁽⁷⁾ Wat artikel 2 van het voorontwerp betreft, wordt verwezen naar de bovenstaande opmerking 1.3.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY